

SAMUEL LUSSAC*

Docteur en Relations internationales à l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux dont le travail de thèse est financé par le ministère de la Défense.

Le Corridor de Transport Est-Ouest, facteur de tensions dans le Caucase du Sud ?

Introduction

La guerre russo-géorgienne d'août 2008 a mis en lumière les risques qui pèsent sur le Corridor énergétique Est-Ouest. En effet, même si les tubes sud-caucasiens n'ont pas subi de dommages directs¹, ce conflit a généré doutes et inquiétudes, particulièrement en Europe, sur la sécurité des voies de transit énergétique entre la mer Caspienne et l'Europe. Il a également rappelé les risques ethnopolitiques latents au Caucase du Sud², que ce soit au Haut-Karabagh ou même au Kurdistan. Dans un contexte si particulier, la gestion régionale des enjeux énergétiques semble pouvoir devenir vecteur à la

* L'auteur tient à remercier Isabelle Facon pour ses conseils avisés dans la réalisation de cette note. Pour toute question relative à cette note, il peut être contacté à l'adresse suivante : Samuel.lussac@gmail.com.

1 En dépit des affirmations de certaines personnalités politiques géorgiennes, notamment l'ancien Premier ministre Vladimir Gurgénidze, rien ne prouve que les infrastructures énergétiques aient été frappées par l'armée russe. Des roquettes russes Iskender sont néanmoins tombées à quelques dizaines de mètres de l'oléoduc Bakou-Soupsa. Sources : BP, Green Alternative et GOGC.

2 Par Caucase du Sud, nous entendons les trois Etats post-soviétiques indépendants (l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie) ainsi que les régions du nord-est de la Turquie (Agri, Ardahan, Artvin, Van, Igdir et Kars) et de l'Azerbaïdjan iranien.

fois de stabilisation et de déstabilisation pour cette région.

Les ressources énergétiques de la mer Caspienne sont actuellement estimées à 47,4 milliards de barils de pétrole et à environ 5,85 trillions de mètres cubes de gaz, représentant autour de 4 % des réserves mondiales de pétrole et autour de 3 % des réserves mondiales de gaz³. Dans un contexte de tensions économiques et géopolitiques autour des questions d'approvisionnement en énergies fossiles, ces ressources sont une source de diversification non négligeable pour l'Occident en général et pour l'Union européenne en particulier. Elles sont transportées vers les marchés occidentaux par deux tubes d'importance gérés par des consortiums dominés par la firme pétro-gazière transnationale BP. Le premier, l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), transporte, pour le moment, environ un million de barils de pétrole par jour entre Bakou et le port turc de Ceyhan sur la mer Méditerranée. Il est la voie principale d'exportation pour les gisements pétroliers azerbaïdjanais Azéri-Chirag-Gouneshli (ACG). Son équivalent gazier (tous deux suivent le même corridor), le gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzeroum (BTE), est, lui, la voie principale d'exportation pour

3 BP, *BP Statistical Review of World Energy June 2008*, Londres, 2008. La part de la Caspienne dans les réserves mondiales de gaz devrait néanmoins augmenter au fur et à mesure de la découverte des gisements gaziers au Turkménistan.

le gisement gazier géant Shah Deniz au large de l'Azerbaïdjan et transporte 6,3 milliards de mètres cube de gaz par an⁴. Ces deux *pipelines*, auxquels il faut ajouter l'oléoduc Bakou-Soupsa qui transporte du pétrole jusqu'au port géorgien de Soupsa sur la mer Noire, constituent le Corridor Energétique Est-Ouest, reliant la mer Caspienne aux marchés mondiaux de l'énergie. En 2011, avec l'ouverture prévue de la voie ferroviaire Bakou-Tbilissi-Kars (BTK), ce Corridor deviendra le Corridor de Transport Est-Ouest, permettant la circulation de biens énergétiques mais aussi agricoles, et de personnes entre l'Asie centrale et l'Europe *via* l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie.

Afin de sécuriser ces voies d'exportation, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie ont accru leur coopération. Ainsi, ces trois Etats, dits AGT⁵, ont signé en novembre 1999 un Accord intergouvernemental portant sur l'oléoduc BTC et impliquant une forte coopération dans la gestion de cette infrastructure. Cet accord a ensuite été renforcé par les signatures, le 30 avril 2002, d'un Accord de Sécurité entre ces trois Etats et, le 23 juillet 2003, d'un Protocole trilatéral sur le Corridor énergétique Est-Ouest. De tels accords ont permis la mise en œuvre d'un transfert de compétences en matière de sécurité entre ces trois Etats, notamment de la Turquie vers l'Azerbaïdjan et la Géorgie. Par exemple, Ankara a dépensé trois millions de dollars pour remettre en état, et aux normes de l'OTAN, l'aéroport géorgien de Marneouli, situé à quelques kilomètres du Corridor énergétique Est-Ouest. Elle a également contribué à la modernisation de l'armée azerbaïdjanaise. Plus généralement, cette coopération accrue au niveau de la gestion des infrastructures énergétiques s'est traduite par le développement des liens économiques entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie⁶ et par la signature en novembre 2007 de la Déclaration de Tbilissi sur une « Vision commune de la coopération régionale » dans le Caucase du Sud. Ainsi, la nécessaire coopération pour la gestion des infrastructures de transport énergétique contribue à la formation d'un ensemble intégré AGT, faisant des *pipelines* des instruments d'intégration politique.

L'émergence d'un tel ensemble AGT tend cependant à inquiéter certains acteurs de la région. Le conflit russo-géorgien de l'été 2008 semble ainsi trouver l'une de ses sources dans la contrariété russe à voir émerger à sa frontière Sud un espace géopolitique pro-occidental soutenu par les Etats-

Unis et l'Union européenne⁷. Une telle inquiétude est partagée par l'Arménie, par les républiques séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud ainsi que par certains groupes ethniques minoritaires au sein des Etats sud-caucasiens. Dès lors, il est intéressant d'évaluer le rôle du Corridor de Transport Est-Ouest dans le remodellement ethno-politique et géopolitique du Caucase du Sud.

Au niveau géopolitique, la construction de ce Corridor introduit des inflexions dans les relations entre Etats de la région, voire dans leurs rapports de forces. Au niveau ethno-politique, la mise en place de nouvelles infrastructures de transport se traduit par deux phénomènes paradoxaux : elle permet l'intégration au niveau des Etats-nations des groupes ethniques minoritaires tout en conduisant à une aggravation des conflits gelés du Caucase du Sud.

1. Un Corridor Est-Ouest vecteur de tensions étatiques dans le Caucase du Sud ?

1.1. La fracture géopolitique du Caucase du Sud

La mise en place du Corridor Est-Ouest a eu, et continue d'avoir, un profond impact sur la scène politique sud-caucasienne. Par exemple, la formation de l'Organisation pour la Démocratie et le Développement Economique (ODDE), plus connue sous l'acronyme GUAM (Géorgie-Ukraine-Azerbaïdjan-Moldova) créé en 1997, est intimement liée aux enjeux énergétiques. En effet, l'une de ses motivations premières porte sur la nécessité de mettre en place un corridor énergétique contournant la Russie⁸. La création de cette organisation régionale est alors révélatrice des effets sur le paysage géopolitique du Caucase du Sud des discussions sur l'exportation des ressources de la Caspienne. La redéfinition de ce paysage perdure aujourd'hui autour du débat sur la construction d'un gazoduc transportant les ressources énergétiques d'Asie centrale vers les marchés mondiaux de l'énergie. Emergent ainsi deux groupes d'Etats, fruits de la convergence des différents intérêts nationaux sur ces sujets. Les Etats de l'ensemble AGT, soutenus par les Etats-Unis et l'Union européenne, sont favorables au développement du Corridor énergétique Est-Ouest et se positionnent pour une exportation des ressources vers l'Ouest à travers l'oléoduc BTC et le projet de gazoduc Nabucco. En revanche, les intérêts de l'Arménie, de l'Iran et de la Russie convergent pour contester l'évacuation principale des ressources de

4 La capacité de ces deux derniers tubes devrait augmenter au fil des années, le BTC devant transporter un million de barils par jour d'ici 2012 et le BTE étant d'une capacité maximale de 16 milliards de mètres cube de gaz par an.

5 Le terme AGT (pour Azerbaïdjan-Géorgie-Turquie) est emprunté au vocabulaire des acteurs privés présents dans le Caucase du Sud. Il permet de mettre en lumière l'importance des questions économiques, notamment au niveau de l'énergie, dans la coopération régionale croissante entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie.

6 Entre 2001 et 2007, le volume des échanges économiques entre ces trois Etats a été multiplié par quatre. Sources : Ministère des Affaires étrangères de Turquie (<http://www.mfa.gov.tr/default.fr.mfa>) et ambassade de Géorgie en Azerbaïdjan (http://embassy.mfa.gov.ge/index.php?lang_id=ENG&sec_id=111).

7 Voir notamment Svante E. Cornell, Johanna Popjanevski et Niklas Nilsson, *Russia's War in Georgia: Causes and Implications for Georgia and the World*, Washington, Stockholm: Central Asia-Caucasus Institute, août 2008.

8 Oleksandr Pavliuk, « GUUAM: The Maturing of a Political Grouping into Economic Cooperation », in Renata Dvan et Oleksandr Pavliuk, ed., *Building Security in the New States of Eurasia*, New York, EastWest Institute, 2000, pp. 33-56. Pour une actualisation de la politique énergétique de l'ODDE, voir David Preyger, « GUAM and Global Energy Policy », *Central Asia and the Caucasus*, n° 3-4, 2008.

la Caspienne vers l'Ouest : ces trois Etats préfèrent une diversification des tracés vers le Nord (avec notamment le projet de gazoduc South Stream) et vers le Sud (*via* l'Iran)⁹. Les enjeux énergétiques sont ainsi vecteurs d'une première fracture géopolitique dans le Caucase du Sud.

Celle-ci est ensuite aggravée par la concurrence de systèmes de sécurité collective dans le Caucase du Sud. En effet, alors que l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) de la Communauté des Etats Indépendants (CEI)¹⁰ comprend l'Arménie et la Russie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie font partie du Partenariat pour la Paix de l'OTAN et pourraient intégrer l'Alliance Atlantique à moyen terme. Si une telle intégration a été remise en cause ces derniers mois par l'action géorgienne en Ossétie du Sud et par la prise de distance de Bakou avec l'OTAN¹¹, certains Etats de l'Alliance Atlantique (Etats-Unis, Lituanie, Pologne) continuent de militer pour que celle-ci accroisse significativement ces liens avec ces deux Etats sud-caucasiens¹². La Charte sur le Partenariat Stratégique États-Unis-Géorgie, signée le 9 janvier 2009, mentionne d'ailleurs clairement la volonté de faire de Tbilissi un membre à part entière de cette Alliance. Celle-ci s'investit déjà indirectement dans le Caucase du Sud, en se servant de la Turquie comme tête de pont dans la région. Ankara a par exemple pris en charge la formation de l'armée géorgienne pour la mettre aux normes de l'OTAN et a adapté aux exigences de l'Alliance certaines infrastructures militaires, telles que l'aéroport de Marneouli, situé non loin des tubes BTC et BTE¹³. En outre, la fracture géopolitique de la région est aggravée par la perception russe de l'ODDE. En effet, celle-ci est considérée comme un projet anti-russe, voire comme une « agence » de l'OTAN dans la CEI¹⁴. La dualité entre ces deux groupes d'Etats est ainsi à son comble et la guerre russo-géorgienne d'août 2008 constitue probablement le point d'orgue de cette rivalité émergente.

Néanmoins, cette même guerre a également mis en lumière les fortes interdépendances qui existent entre les acteurs de la région. Tout d'abord,

9 Sur le débat autour de l'exportation des ressources énergétiques de la mer Caspienne, voir Suzanne Nies, *Gaz et pétrole vers l'Europe. Perspectives pour les infrastructures*, Paris : Les Etudes de l'IFRI, 2008.

10 Cette organisation, créée en mai 2002 sur les bases du Traité de Sécurité Collective de la CEI, comprend, outre l'Arménie et la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan.

11 I. Alizade, « Azerbaijan Does not Have Plans to Join Nato: Azerbaijan's Presidential Administration Head », *Trend News*, 20 novembre 2008 (<http://news.trendaz.com/?show=news&newsid=1350785&lang=EN>).

12 Source : entretien avec un diplomate de l'OTAN à Bruxelles en janvier 2009.

13 Svante E. Cornell, Roger McDermott, William O'Malley, Vladimir Socor et S. Frederick Starr, *Regional Security in the South Caucasus: the Role of NATO*, Washington : Central Asia-Caucasus Institute, 2004.

14 Vladimir PAPAVALI, « On the Role of the 'Caucasian Tandem' in GUAM », *Central Asia and the Caucasus*, n° 3-4, 2008.

Bakou s'est dite prête à renoncer à intégrer l'OTAN pour maintenir de bonnes relations avec le voisin russe¹⁵. L'Alliance Atlantique a de toute façon pris garde de ne pas attiser la rivalité avec la Russie et l'OTSC dans le Caucase du Sud : elle est ainsi longtemps restée sourde aux appels de certains de ses membres (principalement les Etats d'Europe de l'Est) à participer à la sécurisation des infrastructures énergétiques dans l'espace post-soviétique. Et si, en avril 2008, elle a accepté d'étudier la possibilité de contribuer à la protection de l'oléoduc BTC, cela semble plus être le fait d'un compromis entre membres de l'OTAN que d'un véritable changement de politique de l'Alliance sur cette question¹⁶. La convention annuelle de l'Organisation de Coopération de Shanghai¹⁷ en août 2008 a aussi montré la volonté des Etats de la région, notamment centre-asiatiques, de ne pas s'engager dans une politique de désignation d'ennemis. En effet, les Etats d'Asie centrale présents dans cette organisation ont admis « le rôle actif de la Russie » dans la résolution du conflit avec la Géorgie mais ont refusé de reconnaître les indépendances de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud¹⁸. Si ce refus est principalement motivé par la crainte d'attiser les séparatismes dans ces Etats¹⁹, leur dépendance envers le Corridor de Transport Est-Ouest pour exporter des biens vers les marchés occidentaux explique aussi leur réticence à condamner fermement l'intervention géorgienne en Ossétie du Sud. Les interdépendances entre Etats de la région, notamment autour du Corridor Est-Ouest, sont donc suffisamment fortes pour ne pas aggraver les tensions dans le Caucase du Sud.

Cependant, le conflit russo-géorgien montre que le recours à la violence est toujours une solution lorsque les frustrations des acteurs ne sont pas prises en compte. En cela, la violence de la réaction russe à l'action géorgienne en Ossétie du Sud met en lumière l'amertume russe devant l'engagement progressif occidental au Caucase du Sud tout au long des années 1990 et 2000. L'avenir du paysage géopolitique de la région dépend donc de la capacité des Etats à prendre en compte les intérêts de leurs voisins.

15 I. Alizade, « Azerbaijan Does not Have Plans to Join Nato: Azerbaijan's Presidential Administration Head », op. cit.

16 *The Financial* du 5 avril 2008. *The Financial* est un hebdomadaire américain basé à Tbilissi et à Kiev qui diffuse des informations économiques, principalement à destination des acteurs privés de la région. Nombre de chroniqueurs de ce journal sont des expatriés occidentaux, notamment américains, vivant en Géorgie et en Ukraine.

17 Cette organisation régionale a été créée à Shanghai en 2001 et comprend la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, la Russie et le Tadjikistan.

18 Niklas Swanström, « Georgia: The Split that Split the SCO », *CACI Analyst*, 3 septembre 2008 (<http://www.cacianalyst.org/?q=node/4930>).

19 Principalement au Karakalpakstan en Ouzbékistan et au Gorno-Badakhshan au Tadjikistan. Les risques sécessionnistes au Kazakhstan en raison de la forte population d'origine russe n'existent plus véritablement depuis le milieu des années 1990. Voir Sebastian Peyrouse, « Facing the Challenges of Separatism: The EU, Central Asia and the Uyghur Issue », *EU-Central Asia Monitoring*, n° 4, janvier 2009.

1.2. Le Corridor de Transport Est-Ouest au service des intérêts des Etats transitaires

L'intervention géorgienne en Ossétie du Sud le 7 août 2008 a probablement été confortée par la situation clé qu'occupe Tbilissi au sein du Corridor de Transport Est-Ouest. En tant qu'Etat transitaire pro-occidental, la Géorgie supposait que la Russie n'oserait pas envahir son territoire, les Etats-Unis et, dans une certaine mesure, l'Union européenne étant prêts, selon elle, à s'engager fermement contre une telle intervention²⁰. La réalité a été tout autre et, si l'Union européenne a été particulièrement réactive pour négocier un cessez-le-feu entre Moscou et Tbilissi, les Etats occidentaux dans leur ensemble ont été incapables de s'opposer à l'engagement des forces russes sur le territoire géorgien au-delà de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud²¹. Néanmoins, les Etats européens ont réitéré, à l'occasion du Sommet de l'Energie à Bakou le 14 novembre 2008, l'importance du Corridor énergétique Est-Ouest dans l'approvisionnement énergétique de l'Europe. Par conséquent, même si la Géorgie apparaît de plus en plus responsable du déclenchement du conflit²², l'Union européenne réaffirme sa confiance dans les Etats transitaires sud-caucasiens pour diversifier ses approvisionnements en gaz et en pétrole.

Cette posture révèle les avantages politiques que peuvent tirer les Etats transitaires du Corridor de Transport Est-Ouest. L'Azerbaïdjan a ainsi utilisé les enjeux énergétiques, notamment de transport, pour influencer la politique américaine au Caucase du Sud, et particulièrement sur la question du Haut-Karabagh. Au début des années 1990, les Etats-Unis menaient une politique sud-caucasienne discrète et plutôt pro-arménienne, en raison de l'influence au Congrès de lobbies pro-arméniens tels que l'ARMENPAC ou l'*Armenian National Committee*. Cette politique américaine se traduit notamment par le vote au Congrès en 1992 de la section 907 du *Freedom Support Act* qui interdit toute coopération militaire avec l'Azerbaïdjan. Afin de contrebalancer l'influence arménienne aux Etats-Unis, Bakou s'est appuyée sur les compagnies pétrolières américaines, réunies au sein du lobby *Foreign Oil Companies Group*, pour infléchir la politique étrangère américaine²³. A partir du milieu des années 1990, l'administration présidentielle américaine milite pour la suppression de la section 907, celle-ci étant déclarée contraire aux

intérêts nationaux américains²⁴. Ce renversement progressif est symbolisé par l'attribution de la coprésidence du Groupe de Minsk de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), chargé de la résolution du conflit du Haut-Karabagh, aux Etats-Unis sous la pression de l'Azerbaïdjan. En effet, Bakou estime alors que Washington est seule à même de contrebalancer l'influence de la France, considérée comme pro-arménienne, au sein de ce Groupe²⁵. Dès lors, la politique sud-caucasienne des Etats-Unis s'équilibre et la section 907 est finalement abolie en 2001, sous l'effet conjugué de la pression de l'administration présidentielle et des attentats terroristes du 11 septembre 2001. Son statut d'Etat producteur et de (futur) Etat transitaire a donc permis à l'Azerbaïdjan d'influer sur la politique des Etats-Unis à son égard et de tirer partie d'un contexte géopolitique propice.

Par ailleurs, la mise en place du Corridor de Transport Est-Ouest a servi les intérêts des Etats transitaires dans le renforcement de leur défense nationale. Afin de lutter efficacement contre le terrorisme, notamment contre les infrastructures énergétiques, la Géorgie a bénéficié des programmes de formation militaire américains GTEP (*Georgia Train and Equip*) et SSOP (*Sustainment and Stability Operations Program*) pour accroître ses capacités de défense. Ces programmes lui ont permis de bâtir une armée certes plus petite (environ 20 000 hommes contre 38 000 avant 2004) mais conforme aux normes et avec un meilleur matériel²⁶. Elle a également été formée aux méthodes de combat de l'armée américaine. Il est en outre fort probable que les revenus du transit énergétique (112 millions de dollars entre 2004 et 2008) aient permis à la Géorgie d'augmenter son budget militaire : entre 1999 et 2008, celui-ci est passé de 50 millions de dollars à 720 millions de dollars²⁷. Enfin, l'Azerbaïdjan a aussi profité des revenus énergétiques pour augmenter son budget de défense : celui-ci est passé au cours des cinq dernières années de 135 millions de dollars à 2,3 milliards de dollars, soit une multiplication par 17²⁸. Plus que la volonté de dépasser le budget total de l'Arménie (estimé à 3 milliards de dollars), cette augmentation sert surtout à moderniser les forces azerbaïdjanaïses et à les rapprocher ainsi de l'OTAN. Elle permet également à Bakou de peser dans ses

24 *Ibid.*

25 *Ibid.*

26 Le Chef d'état-major de l'armée de Terre russe Vladimir Boldyrev a d'ailleurs déclaré que l'un des principaux enseignements du conflit russo-géorgien pour son armée était d'avoir affronté un adversaire «aux normes de l'OTAN». Voir Roger McDermott, «Russia's "Lessons" from Georgia War: Impact on Military Reform Plans», *CACI Analyst*, 12 novembre 2008 (<http://www.cacianalyst.org/?q=node/4981>).

27 Les chiffres donnés ici sur la capacité de défense géorgienne sont ceux d'avant le conflit russo-géorgien de l'été 2008. En juillet 2008, le budget géorgien de la Défense est en effet passé à 989,2 millions de dollars et 5000 nouveaux soldats ont intégré l'armée. Source : Ministère de la Défense géorgien (<http://www.mod.gov.ge/?l=E&m=1&id=0>).

28 Rashad Suleymanov, «Azerbaijani Defense Budget Not to Be Changed», *Azeri-Press Agentliyi*, 11 février 2009.

20 Brian Whitmore, «South Ossetia at Front of New East-West Conflict?», *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 9 août 2008 (<http://www.rferl.org/content/Article/1189793.html>).

21 Svante E. Cornell, Johanna Popjanevski et Niklas NILSSON, *Russia's War in Georgia: Causes and Implications for Georgia and the World*, op. cit.

22 C.J. Chivers et Ellen Barry, «Georgia Claims on Russia War Called into Question», *New York Times*, 7 novembre 2008. La question du déclenchement n'est toutefois pas encore tranchée ; elle devrait l'être lorsque la mission d'enquête de l'Union européenne, de l'OSCE et des Nations Unies, menée par la diplomate suisse Heidi Tagliavini et lancée le 3 décembre 2008, rendra ses conclusions définitives.

23 Svante E. Cornell, *The Nagorno-Karabakh Conflict*, Uppsala : Uppsala University, Department of East European Studies, 1999.

négociations de paix avec Erevan sur la résolution du conflit du Haut-Karabagh²⁹.

Le Corridor de Transport Est-Ouest peut donc appuyer indirectement les positionnements bellicistes des acteurs sud-caucasiens : la dépendance énergétique à son égard a pu conforter Tbilissi dans sa décision d'intervenir en Ossétie du Sud ; en Azerbaïdjan, quelques mois avant cette guerre, le président Ilham Aliyev annonçait qu'en l'absence d'un règlement pacifique du conflit du Haut-Karabagh, il était prêt à utiliser les revenus énergétiques pour financer l'effort de guerre et reprendre cette province séparatiste par la force³⁰. Les événements de l'été 2008 devraient néanmoins inciter les protagonistes sud-caucasiens à la prudence dans les prochains mois : la reprise des négociations sur le Haut-Karabagh, sous l'égide de la Russie et de la Turquie, entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan en est d'ailleurs un exemple probant³¹.

La mise en place du Corridor de Transport Est-Ouest conduit donc à une évolution du paysage géopolitique du Caucase du Sud. Elle encourage l'arrivée de nouveaux acteurs dans la région et change les rapports de force. Néanmoins, si les tensions restent élevées, leur diminution dépend du comportement des acteurs internes et externes présents dans la région et de leur capacité à prendre en compte l'intérêt des autres acteurs dans la poursuite de leurs intérêts nationaux respectifs.

2. Un Corridor de Transport Est-Ouest à l'origine de l'aggravation des tensions ethno-politiques dans le Caucase du Sud ?

2.1. Un instrument d'intégration des groupes ethniques dans le moule de l'Etat-nation

La multiplicité des groupes ethniques dans le Caucase du Sud inquiète les Etats de la région, qui y voient une menace pour leur intégrité territoriale³². Les tensions ethno-politiques apparaissent d'ailleurs comme le principal frein à l'intégration de la région puisque la mise en place de projets

29 Rovshan Ismaylov, « Azerbaijan Military Build-Up for Diplomatic, Domestic Advantage », *Eurasianet*, 7 mars 2007 (<http://www.eurasianet.org/departments/insight/articles/eav070307.shtml>).

30 APA, « Le président Ilham Aliyev : "L'armée azerbaïdjanaise est la plus forte parmi les forces armées de la région" », *Azeri-Press Agentliyi*, 26 juin 2008.

31 Liz Fuller, « "Moscow Declaration", A Victory for Armenia », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 3 novembre 2008 (http://www.rferl.org/content/Moscow_Declaration_A_Victory_For_Armenia/1337592.html).

32 Il y aurait plus de cinquante groupes ethniques différents dans le Caucase du Sud. Source : Svante E. Cornell *et alii*, *South Caucasus: A Regional Overview and Conflict Assessment*, Stockholm : Cornell Caspian Consulting, 2002.

régionaux nécessite en premier lieu la diminution des risques ethno-politiques au niveau local³³. Dans ce contexte, les infrastructures de transport vont contribuer à asseoir l'autorité de l'Etat dans les provinces isolées et à relier les groupes ethniques de ces provinces aux centres administratifs des Etats. Deux formes d'intégration ethno-politique, associées à la construction d'infrastructures de transport énergétique, peuvent être distinguées.

Le premier modèle consiste à tirer profit du besoin de sécuriser ces infrastructures pour intégrer par la force les groupes ethniques marginaux. Par exemple, en janvier 1995, en plein débat sur les voies d'exportation des premières huiles des gisements ACG, la Turquie a mené une offensive militaire de grande ampleur au Kurdistan pour essayer de mettre un terme aux agissements du mouvement séparatiste kurde PKK dans la région. Puis, au début des années 2000, alors qu'Ankara s'était engagée à respecter les normes sociales réclamées par BP, des rapports d'organisations non gouvernementales font état de violations des droits de l'Homme des Kurdes militant pour la prise en compte de leurs intérêts lors de la construction de l'oléoduc BTC³⁴. Le processus de sécurisation des tubes a également permis aux Etats transitaires d'installer des forces de sécurité dans les provinces séparatistes ou potentiellement séparatistes. Des postes de la Gendarmerie turque ont ainsi été installés le long du tracé de l'oléoduc BTC³⁵, un aéroport militaire géorgien a été construit à Marneouli, au cœur de la Kvémo-Kartlie, une région au sud-est de la Géorgie majoritairement peuplée d'Azéris et les forces spéciales géorgiennes se sont implantées dans le district de Borjomi au sein de la Samtskhé-Djavakhétie³⁶, une province du sud-ouest de la Géorgie principalement peuplée d'Arméniens³⁷. Les Etats transitaires tirent ainsi profit du besoin de sécurisation des infrastructures de transport énergétique pour accroître leur présence sécuritaire dans les provinces potentiellement séparatistes. Et si un tel phénomène est classique dans la sécurisation des infrastructures énergétiques de par le monde, il prend une autre dimension dans le Caucase du Sud où les tensions ethno-politiques sont vives, devenant ainsi un instrument d'intégration par la force au sein

33 Bruno Coppieters, « The Politicisation and Securitisation of Ethnicity: The Case of the Southern Caucasus », *Civil Wars*, vol. IV, n° 4, décembre 2001, pp. 73-94.

34 CEE Bankwatch Network, *Beyond the Pale: Myths and Realities about the BTC Development Model*, Prague, 2006.

35 *Ibid.*

36 Ces deux provinces, peuplées en grande partie par des groupes ethniques non-géorgiens, ont été agitées de tensions séparatistes tout au long des années 1990. Si la situation est plus calme en Kvémo-Kartlie depuis le rapprochement de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie, le climat reste tendu en Samtskhé-Djavakhétie. En février 2009, l'arrestation par les forces géorgiennes de deux Arméniens dans cette région a d'ailleurs réveillé les tensions ethno-politiques entre Arméniens de Géorgie et Géorgiens.

37 Chris Smith, « Baku-Ceyhan: The Geopolitics of Oil », *OpenDemocracy.net*, 17 août 2005. OpenDemocracy est une organisation non gouvernementale liée à George Soros et très présente en Géorgie.

de l'Etat-nation.

Un autre modèle a consisté à utiliser les infrastructures de transport énergétique pour développer économiquement les régions marginalisées et accroître leur intégration au sein des Etats transitaires. Une telle politique a été particulièrement mise en œuvre en Géorgie dans les provinces de Kvémo-Kartlie et de Samtskhé-Djavakhétie. Dans la première région, peuplée à 45,5 % d'Azéris, le Corridor de Transport Est-Ouest a permis de créer un lien d'acier entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie. Cela a conduit à une diminution des vellétés séparatistes, Bakou appelant les Azéris de la région à respecter l'autorité de Tbilissi afin de ne pas dégrader les relations entre les deux Etats³⁸. En Samtskhé-Djavakhétie, peuplée à 55 % par des Arméniens, la construction des tubes BTC et BTE avait provoqué la protestation des mouvements nationalistes locaux tels que *Virk* ou *United Javakhk*³⁹ alors que ces deux *pipelines* passent seulement dans le district de Borjomi où la population arménienne est peu nombreuse et où les tensions ethno-politiques sont faibles⁴⁰. La ligne ferroviaire BTK aurait pu recevoir un accueil tout aussi négatif puisqu'elle s'arrête à Akhalkalaki, dont 94,3 % de la population est arménienne et qui était autrefois désignée comme une « zone de non-droit »⁴¹. Avec cette ligne ferroviaire, Tbilissi a manifesté sa volonté de désenclaver cette région montagneuse et de promouvoir l'intégration des Arméniens de Djavakhétie en Géorgie. Et cette initiative a été très bien accueillie localement, et ce alors que cela diminue considérablement l'influence de l'Arménie dans cette région⁴². Le Corridor de Transport Est-Ouest peut être donc porteur de développement économique et contribuer ainsi à l'intégration des groupes ethniques minoritaires dans l'Etat-nation.

Par conséquent, la mise en œuvre du Corridor de Transport Est-Ouest a pu contribuer à l'intégration des groupes ethniques minoritaires dans les Etats-nations. Si deux méthodes d'intégration ont été utilisées, elles l'ont été le plus souvent conjointement. En cela, l'exemple de la voie ferroviaire BTK est révélateur : si elle contribuera au développement économique d'Akhalkalaki et de toute la région, elle permettra également l'arrivée rapide des forces de sécurité géorgiennes en cas de violences ethno-politiques.

38 International Crisis Group, *Georgia's Armenian and Azeri Minorities*, Bruxelles/Tbilissi: Europe Report n° 178, 22 novembre 2006.

39 Hedvig Lohm, *Javakheti after the Rose Revolution: Progress and Regress in the Pursuit of National Unity in Georgia*, Flensburg: European Centre for Minority Issues Working Paper n° 38, avril 2007.

40 Silvia Serrano, *Géorgie. Sortie d'empire*, Paris: CNRS éditions, 2007.

41 Hedvig Lohm, *Javakheti after the Rose Revolution: Progress and Regress in the Pursuit of National Unity in Georgia*, op. cit.

42 John Maresca, « A "Peace Pipeline" to End the Nagorno-Karabakh Conflict », *Caspian Crossroads*, n°1, hiver 1995, et Snark News Agency, « European Energy Charter Moots Laying Baku-Ceyhan Pipeline via Armenia », *BBC Worldwide Monitoring*, 21 avril 1999.

2.2. Le Corridor de Transport Est-Ouest et l'aggravation des conflits gelés au Caucase du Sud

Au cours des années 1990, lors des discussions sur le tracé de futures infrastructures de transport énergétique sud-caucasiennes, certains acteurs présents dans le Caucase du Sud ont voulu faire des *pipelines* des instruments de résolution des conflits gelés de la région. Cette volonté a été partagée par une grande variété d'acteurs, aussi bien publics que privés, nationaux qu'internationaux. John Maresca, ancien vice-président de la compagnie pétrolière américaine Unocal et ancien négociateur américain sur le Haut-Karabagh, et Peter Schuetterle, ancien secrétaire général de la Charte de l'Energie, ont ainsi proposé de faire passer la voie d'exportation principale des gisements ACG par le Haut-Karabagh et l'Arménie afin de résoudre le conflit entre cette dernière et l'Azerbaïdjan⁴³. Des responsables d'organisations non gouvernementales géorgiennes ont également voulu faire passer l'oléoduc BTC en Ossétie du Sud pour qu'il aide à la résolution de ce conflit gelé et au rattachement de cette région à la Géorgie. Cependant, les firmes pétrolières transnationales, et notamment BP, ont refusé de voir les vecteurs de leur puissance commerciale devenir de potentiels catalyseurs pour les conflits ethno-politiques de la région.

Néanmoins, cette perception des infrastructures énergétiques comme vecteurs de paix était encore partagée récemment par certains gouvernants du Caucase du Sud. Ainsi, lors de l'inauguration du terminal pétrolier de Kulevi sur la mer Noire en mai 2008, le président géorgien Saakachvili a proposé à l'Abkhazie d'instituer une zone de libre-échange géorgienne où Soukhomi constituerait une pièce fondamentale dans le réseau énergétique géorgien sur la mer Noire⁴⁴. La capitale de l'Abkhazie pourrait en effet constituer un cinquième terminal pétrolier d'importance sur la mer Noire et ainsi accroître la capacité d'exploitation et d'exportation de pétrole de la Géorgie⁴⁵. Les infrastructures énergétiques, et les revenus qu'elles génèrent, étaient alors des arguments politiques dans la résolution du conflit abkhaze. Le président Saakachvili usait de cette richesse potentielle pour convaincre les Abkhazes d'accepter le statut de région autonome dans l'Etat géorgien que leur proposait Tbilissi, espérant rencontrer le même succès que pour l'ancienne province séparatiste d'Adjarie, qui avait accepté de retourner dans le giron géorgien devant les perspectives économiques générées par

43 Source: Site Internet de la Mission d'Observation des Nations-Unies en Géorgie (MONUG) (http://www.un.org/french/peace/peace/cu_mission/monug/monug.htm).

44 Les autres terminaux pétroliers sur la mer Noire sont à Batoumi, à Kulevi, à Poti et à Soupsa.

45 International Crisis Group, *Saakachvili Ajara's Success: Repeatable Elsewhere in Georgia?*, Bruxelles/Tbilissi: Europe Briefing, 18 août 2004.

le terminal pétrolier de Batoumi⁴⁶. Cette politique a cependant échoué et, après le conflit de l'été 2008, il semble peu probable que l'Abkhazie intègre la Géorgie à court et moyen termes.

Il transparaît ainsi que cette politique énergétique de l'intégration est inefficace dans la résolution des conflits gelés. Au contraire, elle semble plutôt aggraver les tensions ethno-politiques dans les régions concernées. En premier lieu, l'installation de nouvelles infrastructures énergétiques à quelques kilomètres des provinces séparatistes s'accompagne inévitablement de l'arrivée de nouvelles forces de sécurité. Cela ne contribue évidemment pas à abaisser les tensions et ce n'est probablement pas un hasard si l'inauguration du terminal de Kulevi a coïncidé avec la demande de l'Abkhazie pour l'installation permanente d'un contingent militaire russe dans cette province⁴⁷. Par ailleurs, le rapprochement de deux des groupes ethniques majoritaires dans le Caucase du Sud n'est pas de nature à rassurer les autres ethnies de la région⁴⁸. Car les groupes ethniques des provinces séparatistes ont le sentiment que la coopération accrue entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie peut se traduire par un engagement nouveau dans la résolution des conflits gelés en raison de la convergence des intérêts azerbaïdjanais et géorgiens, voire turcs avec la question du Kurdistan, sur ces sujets. Une telle appréhension semblait d'ailleurs devoir se vérifier avant le conflit russo-géorgien d'août 2008 : l'ODDE avait décidé de s'engager dans la résolution des conflits gelés en répétant sa volonté de mettre en place un bataillon de maintien de la paix à même de servir dans les conflits gelés⁴⁹. Néanmoins, l'indépendance *de facto* de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud semble réduire à néant toute volonté d'engagement de l'ODDE dans la résolution des conflits gelés.

Les effets des infrastructures de transport énergétique sur les tensions ethno-politiques au Caucase du Sud sont donc extrêmement complexes. Si ces infrastructures peuvent contribuer à la

46 Svante E. Cornell, Johanna Popjanevski et Niklas Nilsson, *Russia's War in Georgia: Causes and Implications for Georgia and the World*, op. cit.

47 Les Arméniens seraient 3 860 000 dans le Caucase du Sud, les Azéris 7 356 000 et les Géorgiens 3 700 000. Source : Thomas S. Szayna, « Potential for Ethnic Conflict in the Caspian Region », in Olga Olikier et Thomas S. Szayna, ed., *Faultlines of Conflict in Central Asia and the South Caucasus*, Santa Monica & Arlington : RAND, 2003, pp. 145-183. La fiabilité de ces chiffres est tout de même à nuancer, aucun recensement n'ayant été organisé dans le Caucase du Sud depuis 1989.

48 Sergey Tolstov, « The GUAM Phenomenon: Its Experience as a Regional Cooperation Structure and its Prospects as an International Organization », *Central Asia and the Caucasus*, n° 3-4, 2008.

49 Le rapprochement avec les Etats-Unis dans le cadre de la construction de l'oléoduc BTC a par exemple permis à la Géorgie d'obtenir une aide significative des institutions financières internationales pour son développement économique (144 millions de dollars de la part du Fonds Monétaire International et 1 milliard de dollars de la part de la Banque mondiale).

diminution de ces tensions dans les régions où celles-ci sont limitées, elles ne sont en aucun cas des instruments efficaces de résolution des conflits gelés, comme cela avait pu être imaginé au cours de la décennie 1990. Au contraire, dans un tel contexte, elles peuvent devenir des facteurs supplémentaires de tensions et servir de catalyseurs aux conflits locaux. L'attentat du PKK contre l'oléoduc BTC le 5 août 2008, qui a conduit à la fermeture pendant vingt jours de ce tube, est un exemple flagrant des risques qu'encourent ces infrastructures, et au-delà l'approvisionnement des marchés mondiaux de l'énergie, dans de telles circonstances.

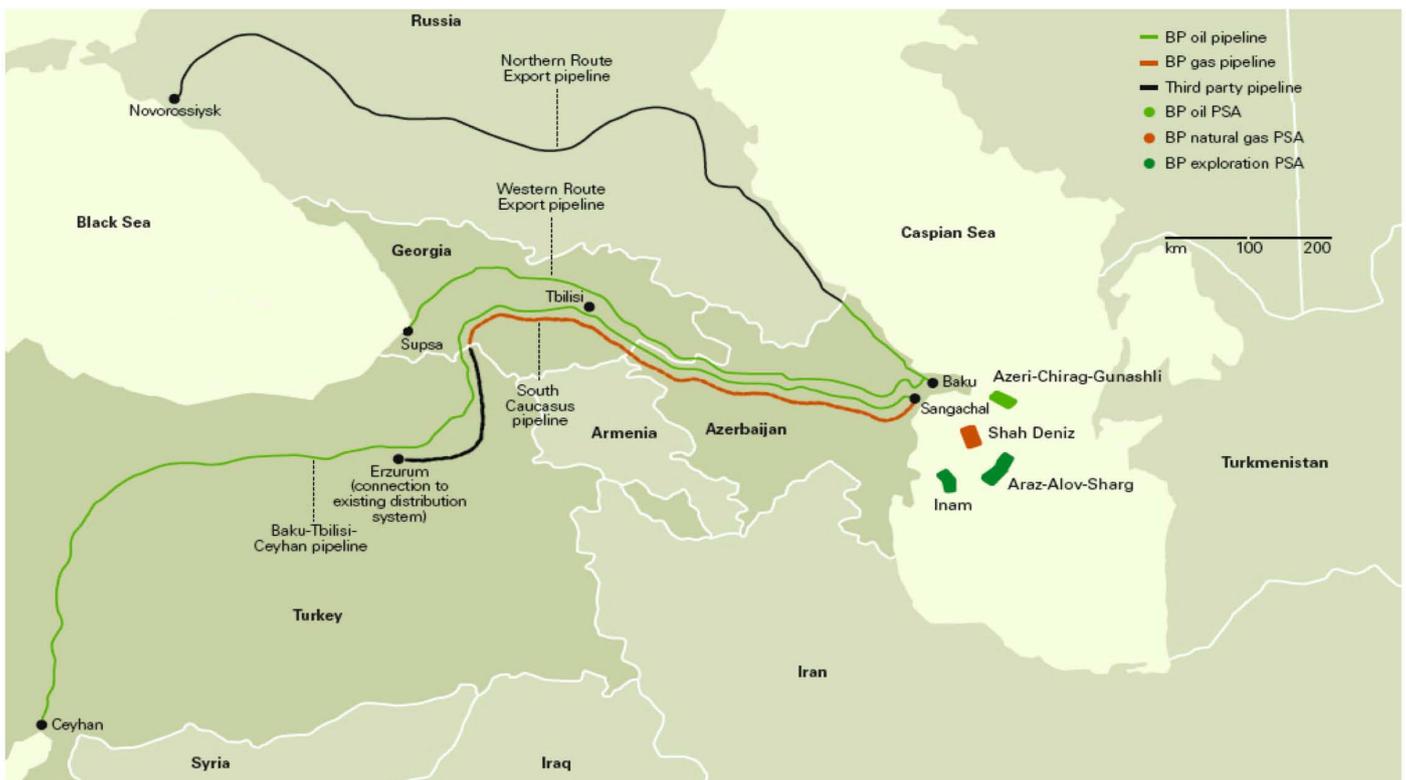
Conclusion

Depuis la disparition de l'Union soviétique en 1991, le paysage politique du Caucase du Sud a considérablement évolué. La construction du Corridor de Transport Est-Ouest a joué et continue de jouer un rôle important dans cette évolution. Grâce à ce Corridor, les liens économiques et politiques entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie ont augmenté, allant jusqu'à permettre l'émergence d'un ensemble régional intégré AGT. Dans le même temps, la présence occidentale dans cette région s'est accrue sous l'effet des actions conjuguées des Etats-Unis et de l'Union européenne alors que la Russie y perdait de son influence et que l'Arménie se trouvait isolée au sein de sa propre région. Ce bouleversement semble d'ailleurs être l'une des sources du conflit russo-géorgien de l'été 2008 : la violence des réactions russes a été à la hauteur de la frustration ressentie après le choix de l'oléoduc BTC comme voie d'exportation principale des gisements ACG en 1999, la Révolution des Roses en 2003 en Géorgie ou encore le lancement du programme *Caspian Guard* dans la mer Caspienne en 2003.

La guerre russo-géorgienne d'août 2008 met en lumière le moment-charnière auquel cette région, et particulièrement l'ensemble AGT, est confrontée : elle doit trouver un juste milieu entre son développement économique, et la marche vers l'Occident qui l'accompagne pour bon nombre de dirigeants sud-caucasiens⁵⁰, et le maintien de relations cordiales avec le puissant voisin russe. Dans ce contexte de plus en plus difficile, les acteurs extérieurs présents dans le Caucase du Sud, notamment l'Union Européenne et les Etats-Unis, doivent dès lors prendre garde à ne pas y accroître les risques. Cela doit, entre autres, se traduire par la nécessité de rétablir des liens de confiance entre les acteurs sud-caucasiens, afin d'empêcher tout accroissement des perceptions négatives des uns et des autres. C'est la condition *sine qua non* pour éviter que l'énergie, à défaut d'être un élément de coopération, ne devienne un facteur général de tensions.

50 Le rapprochement avec les Etats-Unis dans le cadre de la construction de l'oléoduc BTC a par exemple permis à la Géorgie d'obtenir une aide significative des institutions financières internationales pour son développement économique (144 millions de dollars de la part du Fonds Monétaire International et 1 milliard de dollars de la part de la Banque mondiale).

Annexe 1 Carte des infrastructures de transport énergétique dans le Caucase du Sud



Source : BP

Annexe 2

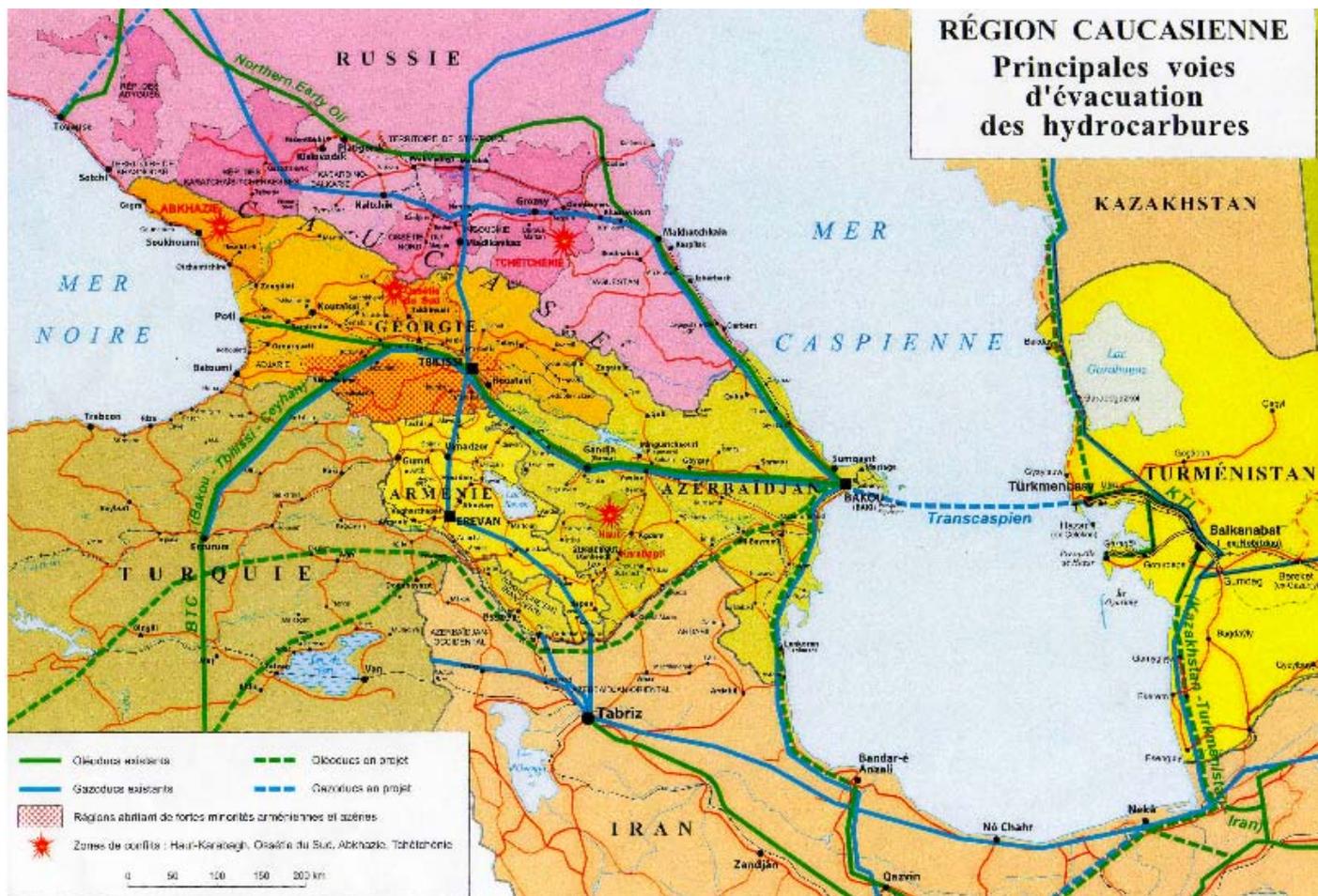
Carte de la future route ferroviaire Bakou-Tbilissi-Kars



Source : Der Spiegel (<http://www.spiegel.de/international/0,1518,466159,00.html>)

Annexe 3

Carte des enjeux énergétiques et des tensions ethno-politiques dans le Caucase



Source : Division géographique de la Direction des Archives du ministère des Affaires étrangères

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

Retrouvez toute l'actualité et les publications de la Fondation pour la Recherche Stratégique sur :

WWW.FRSTRATEGIE.ORG